

Swaziland

L'économie du Swaziland a connu une légère amélioration en 2010, avec une croissance du PIB estimée à 2.1 %. Alors que les obstacles qui ont freiné l'exécution des mesures anticycliques gouvernementales en 2010 subsistent, les projections pour 2011 tablent sur une croissance économique de 1.9 %. Cette croissance repose sur l'amélioration de la conjoncture économique mondiale (qui stimulera dans une certaine mesure le tourisme et l'industrie manufacturière), ainsi que sur une hausse de l'absorption intérieure, notamment, des investissements publics.

En 2010, l'économie a été confrontée à de profonds défis structurels liés à un climat d'affaires défavorable. Néanmoins, l'investissement privé devrait profiter des améliorations réalisées dans les domaines identifiés comme faibles dans le rapport *Doing Business* de 2011, ainsi que des réformes proposées dans le projet de réglementation des services financiers et de l'encadrement du secteur des services publics. La forte prévalence du VIH/Sida, le chômage et la pauvreté restent des défis sociaux cruciaux qui continuent de miner les progrès sociaux et économiques.

Avec un modeste marché intérieur de 1.2 million de personnes et un PIB estimé à 2 452 dollars (USD) par habitant, le Swaziland doit impérativement trouver des débouchés pour ses exportations s'il veut bénéficier d'une croissance économique durable à court et moyen terme. Le pays est toutefois sur la bonne voie, comme l'attestent les divers partenariats commerciaux auxquels il adhère.

Après avoir atteint en moyenne 2.9 % entre 2004 et 2008, la croissance économique du Swaziland a reculé de façon significative en 2009, frappée de plein fouet par le ralentissement économique mondial qui a touché les secteurs tournés vers l'exportation, notamment les textiles et la pâte de bois. La sécheresse prolongée et les faibles niveaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont également contribué à cette tendance. En 2010, l'économie s'est toutefois légèrement rétablie sous l'impulsion d'un regain de la demande mondiale, essentiellement concernant le sucre et les textiles. Pour autant, l'effondrement des recettes en provenance de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU), conjugué à de faibles recettes intérieures, a freiné le gouvernement dans sa capacité à mettre en œuvre des mesures anticycliques. Afin de soutenir l'activité économique en 2010, de faibles taux d'intérêt ont été maintenus, dans le sillage des taux pratiqués en Afrique du Sud. Cependant, la stabilité des prix est restée le principal objectif de la Banque centrale du Swaziland. L'inflation a reculé, de 7.5 % en 2009 à 4.5 % en 2010. Les prix bas des denrées alimentaires et des transports en sont la principale cause. L'inflation devrait s'établir à 7.7 % en 2011, sous l'effet décalé du relèvement des tarifs de l'eau et de l'électricité en 2010. Les crises anticipées des produits alimentaires et du carburant devraient également se répercuter sur le niveau des prix intérieurs.

Les perspectives économiques semblent optimistes pour 2011, sur fond de maintien des cours internationaux pour le sucre et la pâte de bois. Pour autant, l'offre de pâte de bois devrait être affectée par la fermeture de la société Sappi en 2010. L'appréciation continue du rand face au dollar américain et à d'autres devises majeures a diminué la rentabilité des secteurs tournés vers l'exportation, y compris les activités minières, ce qui pourrait entraîner une réduction de l'activité et un ajournement des investissements prévus. En outre, le coût élevé de l'activité commerciale ainsi que le fort taux de prévalence du VIH/Sida vont continuer de grever la croissance en 2011.

Afin de relever les défis budgétaires engendrés par la chute des recettes de la SACU et l'explosion des dépenses en salaires et traitements, le gouvernement du Swaziland a préparé une feuille de route d'ajustements budgétaires (*Fiscal Adjustment Roadmap* - FAR) couvrant les exercices 2010/11 à 2014/15. Depuis fin octobre 2010, le gouvernement s'appuie sur cette feuille de route dans ses négociations avec le FMI pour un programme suivi par les services du FMI (SMP). Une fois conclu, ce programme SMP permettra de débloquer des aides extérieures destinées à soutenir la FAR et de jeter les bases solides d'une croissance économique durable. Le SMP prône, entre autres choses, l'application rapide de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et la réduction du budget, notamment en matière de salaires et de traitements (16.4 % du PIB en 2010/11), de 5 % par an à compter de l'exercice 2011/12, et ce, jusqu'en 2013/14. Le redressement rapide de l'économie sur la voie d'une croissance durable nécessite une revitalisation indispensable du secteur privé passant par un meilleur environnement des entreprises ainsi que par l'utilisation de partenariats existants et la mise en place de partenariats avec les pays émergents.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	1.2	2.1	1.9	2.2
Inflation IPC	7.5	4.5	7.7	10
Balance budgétaire % PIB	-0.2	-6.7	-10.8	-13.6
Balance courante % PIB	-12	-16.6	-14.2	-12.5

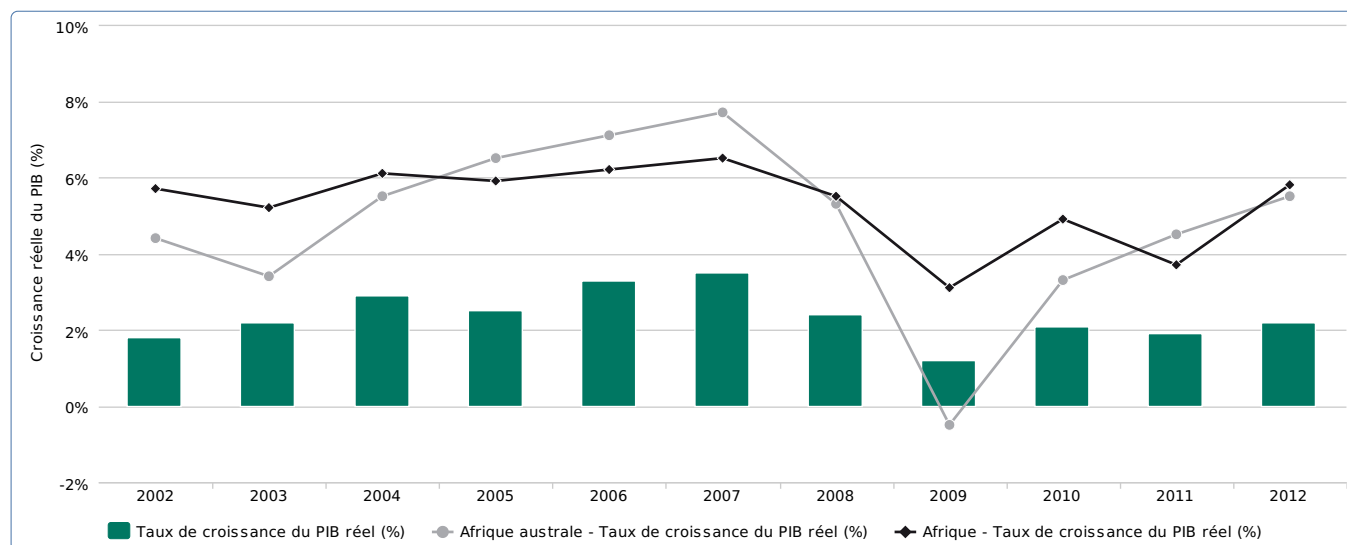
Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal ; donc par exemple, 2009 correspond à l'exercice fiscal 2009/10 courant d'avril 2009 à mars 2010.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414801>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412445>